

Inde : économie et société

mercredi 25 janvier 2012, par [Gilbert ETIENNE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Gilbert ETIENNE](#), **Inde : économie et société**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 25 janvier 2012.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

L'année financière (avril de l'année « n » à mars de l'année« n+1 ») 2010-2011 s'est terminée en beauté : le PIB indien a crû de 8,6 %, après un creux suscité par la crise mondiale. Le commerce extérieur se porte bien, les firmes indiennes investissent de plus en plus à l'étranger et la société de consommation s'affirme. Les « Grands » de la planète se succèdent à New Delhi : les présidents Obama et Sarkozy, les premiers ministres David Cameron et Wen Jiabo. Que l'Inde soit bel et bien un pays émergent est évident, mais Amartya Sen et d'autres Indiens rappellent que subsistent de larges pans d'extrême pauvreté dans le pays. L'agriculture, qui occupe encore environ 50 % de la population active, progresse trop faiblement. Les infrastructures (transports, électricité) sont encore très défectives, suscitant de lourds surcoûts pour l'économie. Depuis l'automne 2010, plusieurs scandales de corruption ont ébranlé le gouvernement central, créant un climat de suspicion et le ralentissement des prises de décision.

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le *Diploweb.com* est heureux de vous présenter cet article de Gilbert Etienne publié initialement sous le titre "Inde : le pays a le vent en poupe mais fait face à de sérieux aléas" dans la revue *Accomex, analyse et réflexion sur les marchés extérieurs*, CCIP, n°99, 2011.

L'économie indienne a le vent en poupe

INTRODUITES à partir de 1980, les réformes se sont très largement amplifiées en 1991 en Inde, grâce à Manmohan Singh, alors Ministre des Finances. Le PIB a enregistré des progressions annuelles de 5 % puis 7 %, voire 8 à 9 %, contre une hausse annuelle moyenne de 3,5 % entre 1950 et 1980. Ouverture, libéralisation, allègements de la bureaucratie, dévaluation de la roupie ont créé un mouvement irréversible. Les gouvernements opposés au Parti du Congrès, qui lui succéderont au pouvoir de 1996 à 2004, ont globalement suivi la même voie. Avec les élections de 2004, le parti du Congrès a repris le pouvoir, mais à la tête d'une coalition disparate de plusieurs partis, ce qui a freiné la poursuite des réformes. Manmohan Singh, devenu Premier ministre, a de nouveau gagné les élections de 2009, mais il doit toujours gouverner avec une coalition de partis alliés.

De nombreux succès sont apparus sur les dernières décennies : modernisation des usines existantes grâce à de nouveaux équipements, floraison de nouvelles entreprises, en particulier dans les technologies de l'information où l'on trouve autant de PME que de sociétés qui démarrent avec quelques milliers de dollars et deviennent des multinationales. Plusieurs unités du secteur public, entre autres SAIL, gros groupe sidérurgique, et BHEL (équipements électriques) se modernisent et s'agrandissent. Le secteur automobile accueille de nombreuses firmes étrangères en *joint ventures*. Les ventes de voitures explosent, suivant celles de scooters et de motocyclettes, avec pour corollaire un accroissement des embouteillages. Dans l'électroménager, la production, qui s'est affermie entre 1980 et 1991, poursuit sur sa lancée. L'industrie pharmaceutique enregistre des succès en Inde et à l'étranger. Le tourisme médical apparaît, avec d'excellents médecins opérant dans des hôpitaux très bien équipés. Modernisation et innovations débordent des métropoles vers les villes de province.

La construction urbaine bat son plein, après des décennies au cours desquelles le taux de

construction de nouveaux immeubles était l'un des plus bas du monde (moins de la moitié de celui de la Thaïlande, trois fois moins qu'en Chine). Dans les districts avancés de Révolution verte (*Cf. Infra*), apparaissent les premières voitures privées après les motos. La cuisine au gaz remplace la bouse de vache séchée et les femmes font moudre le blé dans un moulin local, au lieu de passer des heures à moudre le grain dans la meule de pierre. Les taux d'épargne et d'investissement indiens se situent désormais autour de 35 % du PIB, contre 22 % pour le premier en 1991.

Les produits indiens deviennent plus compétitifs sur le marché mondial. La catégorie *engineering* (machines, acier) représente jusqu'à 22 % des exportations, dont 70 % sont assurées par des produits manufacturés. Les produits agricoles totalisent 8,5 % des exportations, les minerais 4,3 %, les produits pétroliers 17,3 % (une partie du pétrole brut importé est raffiné puis exporté). Au sein des importations, le pétrole vient en tête avec 33 %, en forte hausse car la production indienne stagne depuis 2000 autour de 33 millions de tonnes. Viennent ensuite les biens d'équipement, qui représentent 15 % des importations. Fidèle à ses traditions, l'Inde continue à importer de l'or, tandis que de grosses quantités de diamants sont également importées, taillées sur place et exportées. Légumineuses et huiles comestibles représentent 3,7 % des importations.

Les exportations de services sont stimulées par les technologies de l'information et les activités des firmes indiennes pour les entreprises étrangères. Avec les assurances et les transports, les exportations totales de services sont passées de 16 milliards de dollars en 2000/2001 à 96 milliards aujourd'hui, tandis que les importations passaient sur la même période de 15 à 60 milliards. Le commerce extérieur, qui représentait 15 % du PIB en 1990, atteint 35 % vingt ans plus tard. Les principaux pays clients de l'Inde sont l'Asie, avec 57 milliards de dollars, le Moyen-Orient (40 milliards), l'Union européenne (36 %), les États-Unis (19 %). Les exportations indiennes se sont élevées à 179 milliards de dollars sur l'année fiscale 2009/2010. Du côté des importations, le Moyen-Orient est le principal partenaire de l'Inde, avec 81 milliards de dollars (pétrole). Viennent ensuite l'Union européenne (38 milliards), les États-Unis (19 milliards) et l'Asie (90 milliards). Les importations totales s'élèvent ainsi à 288 milliards de dollars. À noter la faiblesse des échanges francoindiens : la France réalise 4 milliards de dollars d'importations et 4 milliards de dollars d'exportations avec l'Inde. À l'inverse, le commerce extérieur de l'Inde se caractérise par un accroissement des exportations chinoises vers l'Inde (31 milliards de dollars) ainsi que par une progression des échanges de l'Inde avec l'Afrique (dont des importations de pétrole) et avec l'Amérique latine.

Très limités dans les années 1970, les investissements privés étrangers (FDI) atteignent 281 milliards de dollars cumulés de 1980 à 2010. Un net ralentissement est apparu en 2010. Est-il simplement conjoncturel ou lié au climat politique actuel (*Cf. Infra*). Les investissements de portefeuille ont, quant à eux, chuté sous l'effet de la crise financière en 2008 et 2009, avant de remonter à 35 milliards de dollars en 2010-2011. En sens inverse, les entreprises publiques ou privées indiennes investissent à l'étranger, dans l'industrie et les services dans les pays occidentaux, dans les matières premières - notamment le pétrole - en Afrique. De 2000 à 2010, ces investissements ont atteint 133 milliards de dollars.

La société de consommation s'affirme

Comme la Chine, l'Inde subit les ombres de notre révolution industrielle avec toutes sortes d'abus, corruption, coulage, etc. et, dans le même temps, découvre les prémises de la société de consommation que nous avons connue en Europe occidentale dans les Trente Glorieuses de l'après 1945 (J. Fourastié).

Il existe néanmoins des différences sensibles. Notre niveau de vie en 1945-1950 était très supérieur à celui de l'Inde aujourd'hui. La croissance démographique, même tombée à + 1,5 % l'an, dépasse de loin notre *baby boom*. Par ailleurs, le taux de croissance économique de l'Inde aujourd'hui est très supérieur au nôtre à l'époque. Mais il faut noter un manque croissant de cadres supérieurs et d'ouvriers qualifiés dans tous les domaines : aux côtés des Instituts de technologie de haut niveau, les universités n'assurent, dans l'ensemble, qu'un enseignement médiocre, ce qui oblige nombre d'entreprises à organiser leurs propres formations de jeunes cadres.

Le développement de la société de consommation se traduit par une amélioration de l'alimentation de la population (lait, fruits, légumes, éventuellement poulet, etc.), ainsi que par des modifications de l'habillement (accroissement du port de jeans pour les garçons et les filles) et une hausse des dépenses en cosmétiques des femmes. Les familles constituant les classes moyennes ou supérieures avec des revenus annuels de 7 000 à 37 000 dollars par an représenteraient environ 13 % de la population totale, soit 160 millions d'âmes. On ne saurait oublier les loisirs : 100 millions de touristes indiens visitent leur propre pays chaque année, sans parler de ceux, nombreux, qui vont à l'étranger. Les repas au restaurant deviennent également à la mode, tout comme la lune de miel pour les jeunes mariés...

27 à 30 % des Indiens ont beau connaître encore l'extrême pauvreté, les aspirations des classes montantes vont constituer un puissant moteur de croissance pour l'Inde pendant encore des décennies, jusqu'à ce que de plus larges couches de la population en profitent.

Tableau 1	
Quelques données économiques sur l'Inde	
	2009/2010
Population (recensement 2011, millions)	1 210
PIB 2010, en parité de taux de change (mrds \$ courants)	1 540
PIB par tête 2010, en parité de taux de change (\$ courants)	1 260
Réserves de change fin 2010 (mrds \$)	300
Dettes extérieures fin 2010 (mrds \$)	300
Production de véhicules à moteur 4 roues (milliers)	2 902
Capacité électrique (milliers MW)	188
Routes en dur ou asphalte (milliers de km)	2 090
Chemins de fer (milliers de km)	62 *
Production de céréales et légumineuses (millions de t.)	218 **

* 1990/1991

** 2009 (sécheresse exceptionnelle) ; 2010 : 232 millions de tonnes.

Source : Economic Survey, rapport annuel, Ministry of Finance, publié fin février 2011

Le monde rural a besoin de plus d'attention

Le monde rural conserve un très grand rôle dans l'économie indienne, puisqu'il représente encore 69 % de la population totale. L'agriculture emploie environ 50 % du total des actifs et assure 14-15 % du PIB. Des progrès considérables ont été atteints depuis l'indépendance : routes en dur, électricité, croissance agricole d'abord lente, avant que ne soit mise en place la Révolution verte (RV) en 1965 [1].

Le processus de la RV était basé sur des variétés de céréales qui réagissent beaucoup mieux à l'engrais chimique que les semences traditionnelles. Mais qui dit doses relativement élevées d'engrais chimiques dit une exigence en eau plus importante, voire en système d'irrigation. C'est dire que les vastes régions de l'Inde péninsulaire, aux pluies incertaines et aux faibles capacités d'irrigation, se trouvaient - et demeurent encore - en dehors de la Révolution verte. En revanche, dans les plaines irriguées, nombre de paysans, souvent illettrés, ont doublé leurs rendements de blé ou de riz décortiqué en une année pour atteindre 2t/ha dans un premier temps et 3 à 4 t/ha aujourd'hui. En quelques années, l'Inde a ainsi fortement réduit son déficit en céréales, tout en appliquant une politique de stockage d'une partie du grain par l'État en prévision des mauvaises moussons ainsi que pour une distribution de grains à prix modérés.

Autour de 1980, les efforts dans l'agriculture, l'électricité, les routes se sont relâchés, avec une baisse des investissements publics et des dépenses d'entretien. Si l'on observe une plus grande diversité de la production agricole (élevage et lait, fruits et légumes), stimulée par la hausse des revenus, force est de constater que la croissance agricole baisse : la recherche manque de fonds ; les services agricoles sont en plein déclin ; le manque d'électricité affecte les vastes régions dont l'irrigation dépend de puits à pompes électriques ; les canaux d'irrigation sont mal entretenus, tout comme les nouvelles routes ; quant aux investissements dans de nouvelles infrastructures, ils sont très insuffisants.

Au total, les districts concernés par la Révolution verte s'essoufflent et les rendements plafonnent. Qui plus est, les pertes après les récoltes atteignent 30 % pour les fruits et les légumes : lenteur des transports, manque de chambres froides, emballages défectueux, parasites sont autant de nuisances qui plombent la production. Il est non moins urgent de stimuler en particulier les plaines du bas Gange, d'Assam et d'Orissa, encore très peu irriguées malgré un énorme potentiel. Peu développées sous les Britanniques, elles n'ont enregistré que de faibles progressions de leur production depuis 1947, ce qui se traduit par une pauvreté qui reste très aigüe... De gros efforts s'imposent aussi dans les vastes zones de cultures pluviales.

Les infrastructures sont toujours à la peine

Les infrastructures ont joué un rôle décisif de 1950 à 1980, en ville comme à la campagne, pour le développement de l'Inde. Depuis lors, elles sont devenues des freins à la croissance : les plans quinquennaux 1992-2007 n'ont atteint que la moitié de leurs objectifs pour l'électricité ; le plan actuel (2007-2012) ne tient pas non plus l'horaire. Le manque d'investissements et de dépenses pour l'entretien des centrales et des réseaux de transmission et de distribution perdure. Viennent ensuite les vols de courant. Le manque d'électricité aux heures de pointe est passé de 7,5 % en 2001/2002 à 11 % à l'été 2010. Les coupures de courant de plusieurs heures par jour sont fréquentes dans les villes ; elles sont encore plus longues dans les campagnes. 40 à 45 % du courant seraient ainsi perdus sur l'ensemble du territoire. À Bangalore, grand centre du *High Tech*, les pertes dues au manque d'électricité représentent 12 à 15 % de la production des entreprises informatiques. Des chantiers de grandes centrales ont été ouverts mais les constructions annoncent de nouveaux retards.

Ces défauts sont aussi provoqués par un manque de coordination entre services concernés, des livraisons d'équipement défectueuses, un manque de cadres. Dans ces conditions, les riches installent un petit générateur chez eux, les entreprises en acquièrent de plus gros ou créent parfois leur propre centrale, ce qui grève leurs coûts. La question des matières premières devient délicate : manque de pétrole, de gaz, de charbon pour les centrales électriques et pour d'autres usines. De gros gisements de gaz ont heureusement été découverts au large des deltas de la Godavari et de la Krishna (sud-est de l'Inde) et l'on vient de découvrir des dépôts d'uranium en Andhra qui pourraient être les plus riches du monde : ils sont estimés à 44 000 tonnes.

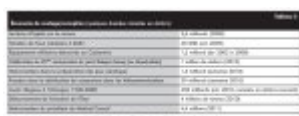
Autre talon d'Achille de l'Inde, les transports avec, ici aussi, un manque d'investissements et de dépenses d'entretien patents : routes encombrées, souvent étroites, multiplicité des contrôles routiers, au point que les camions ne dépassent guère 25 km/h de moyenne. Le bilan des chemins de fer n'est guère plus brillant, les trains de marchandises roulant eux aussi à 25 km/h. Transports et logistique représentent 20 % des coûts finaux de production en Inde, contre 4 à 5 % en Europe. Les ports sont également sous pression et les coûts d'exportation par container sont de 1 053 dollars, contre 456 à Singapour. Ces insuffisances dans les transports correspondraient à près de 1 % du PIB par an, soit 14 milliards de dollars.

Enfin, mentionnons l'eau dans les villes, dont la fourniture est souvent interrompue et dont seuls 13 à 18 % des eaux usées sont traités. Du point de vue environnemental, les fonds consacrés à la lutte contre la pollution des eaux et de l'air, à l'érosion des sols ou encore aux risques liés au changement climatique sont très insuffisants. Les dommages annuels se

situeraient entre 3,5 et 7 % du PIB.

Gouvernance et malaises déstabilisent la vie politique

Une avalanche de scandales se sont succédés depuis l'automne 2010 : pots de vin considérables et détournements touchent le gouvernement et l'administration, des hommes d'affaires, des militaires, etc. La société civile ainsi que de grands industriels donnent de la voix ; les media se déchainent ; même des religieux font la grève de la faim... Il n'est néanmoins pas certain que le coulage et la corruption aient beaucoup augmenté. Lorsqu'il était au pouvoir, en 2001, le Premier ministre Vajpayee du BJP, opposé au Congrès, parlait d'un véritable « cancer ».



La répression des abus a été faible jusqu'à maintenant. Un ministre du gouvernement central est sous les verrous, un autre a été mis à pied, ce qui ne calme pas les critiques, malgré l'intégrité du Premier ministre Manmohan Singh. Un climat de malaise s'est étendu sur New Delhi ; la Chambre du Peuple est secouée de désordres ce qui conduit à de fréquentes suspensions de séance..., le tout étant aggravé par une inflation à 9 % et un ralentissement de la croissance économique depuis le printemps 2011 : + 7,7 % (avril-juin). Les inégalités se creusent. De vastes régions rurales très pauvres, les bidonvilles, une mortalité infantile encore élevée suscitent de légitimes inquiétudes pour l'avenir du pays.

Les inégalités sont également marquées entre les États. Plusieurs d'entre eux, dont l'imposant Uttar Pradesh, sont mal gérés et se développent mal. Au Gujrat, la croissance prend, à l'inverse, des allures à la chinoise. Le Bihar est sorti d'une longue période de pourrissement grâce au gouvernement de Nitish Kumar, depuis les élections de 2005 et 2010. Le Tamil Nadu, malgré beaucoup de corruption, attire toujours plus les grandes firmes de l'automobile. La région de Gurgaon près de Delhi est en plein boom. Le gouvernement central peine plus que jamais à réduire les dépenses et les subventions, à imposer de nouvelles réformes sous le poids des affaires et des dissensions au sein de la coalition. Il faut aussi compter avec le poids de Sonia Gandhi, présidente du parti du Congrès. Depuis 2007, par exemple, est en discussion au Parlement le nouveau *Land Acquisition Act* pour remplacer celui de 1894 ! Entre temps, conflits, retards se succèdent pour créer des usines, exploiter de nouvelles mines de fer, de bauxite, de manganèse dans l'angle nord-est de la péninsule. Les gouvernements des États concernés perdent des rentrées de fonds, les habitants locaux peuvent être malmenés dans leur opposition, les investisseurs indiens comme *Tata* ou les firmes étrangères comme POSCO (Corée du Sud) perdent de l'argent alors qu'ils sont prêts à créer de nouvelles aciéries. Une vingtaine de milliards de dollars sont ainsi en attente d'investissement.

En conclusion, malgré le ralentissement actuel, l'économie indienne conserve de solides atouts et presque personne ne conteste le système démocratique du pays en dépit de sérieuses failles. Il serait néanmoins urgent, pour que l'Inde puisse poursuivre son développement, de sortir de la crise de gouvernance qui lèse aujourd'hui l'économie et de réduire l'inflation. Rahul Gandhi,

fils de Sonia Gandhi, Présidente du parti du Congrès, actuellement aux États-Unis (pour des soins, semble-t-il), va-t-il quitter ses fonctions au sein du parti pour succéder à Manmohan Singh ? Et si oui, réussira-t-il à sortir son pays de la difficile phase d'aujourd'hui ?

Copyright 2011-Etienne/Accomex

Plus

Accomex, analyse et réflexion sur les marchés extérieurs, CCIP, n°99, 2011. Inde : Une émergence à pas comptés...



L'Inde aurait-elle définitivement quitté l'ombre de la Chine ? Il semble bien que l'Éléphant indien n'ait plus rien à envier au Dragon chinois : l'émergence économique et politique de l'Inde sur la scène internationale est devenue réalité et ses perspectives de moyen terme sont très favorables.

Les chefs d'entreprise peuvent et doivent désormais inscrire l'Inde dans leur stratégie d'internationalisation : l'économie croît sur un rythme de plus de 8 % l'an depuis 2004 ; les analystes sectoriels parlent d'attractivité, d'opportunités, de potentialités ; la société de consommation s'affirme ; l'Inde n'en finit pas de s'ouvrir au reste du monde, de se réformer, de se développer...

... mais elle le fait à son rythme, et les chefs d'entreprise doivent "apprendre la patience" pour espérer réussir sur ce pays-continent. L'Inde est également un pays complexe, son statut d'émergent est à la fois source d'opportunités et d'instabilité, et les autorités indiennes ont encore de nombreux défis à relever pour pérenniser la croissance.

Voilà autant de bonnes raisons de rappeler qu'il est préférable de bien se préparer et de disposer d'un solide accompagnement pour aller à la rencontre du géant indien.

Voir l'éditorial, le sommaire et les résumés sur le site de la CCIP [Voir](#)

P.-S.

Professeur honoraire d'économie du développement à l'IHEID Genève. Auteur de nombreux livres sur l'Afghanistan, l'Asie du Sud, la Chine et de diverses publications sur l'Afrique subsaharienne, ex. *Repenser le Développement, Messages d'Asie* (Afghanistan, Pakistan, Inde, Chine), Paris, A. Colin, 2009

Notes

[1] Véritable opération modèle basée sur une volonté politique au sommet, une poignée de ministres et de hauts fonctionnaires compétents et l'appui technique très efficace des Fondations Ford et Rockefeller.